

Rôle de la séance publique du 13/01/2026 à 14h30**Président** : Monsieur le Président QUILLÉVÉRE**Greffière** : Madame MARCHAIS

01) N° 2503184**RAPPORTEUR : M. le Pdt. QUILLÉVÉRE**

Demandeur M. S Cemil

Me GUERIN

Défendeur PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

M. Cemil S demande à la cour de suspendre l'obligation de quitter le territoire français sans délai notifiée par le préfet de la Loire-Atlantique par un arrêté du 8 octobre 2025, suspendre la décision refusant de lui accorder un délai de départ volontaire ainsi que la suspension sur l'interdiction de retour sur le territoire français ainsi que le pays de destination fixé.